L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 21, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

SAMEDI MATIN, 6 AOUT.

ADRESSE
DU
Comité Central d'Etat
DE
ARTI-DÉMOCRATIE DE LA LOUISIANE

Aux électeurs démocratiques et conservateurs de la Louisiane :

En vue de la Convention qui doit se tenir à la Nouvelle-Orléans le second lundi de septembre prochain, dans l'intérêt engagé dans l'élection de novembre, le Comité Central Démocratique d'Etat croit de son devoir de prévenir le peuple la condition politique de l'Etat, et de faire un énergique appel à tous les vrais démocrates pour qu'ils aident à délivrer l'Etat des hommes malhonnêtes corrompus qui l'ont gouverné depuis 1867.

Le moment est favorable, l'avenir est plein de promesses. Nous n'avons qu'à nous unir, à nous organiser et à marcher à la victoire. D'autres Etats nous ont donné l'exemple. Au Nord, au Sud, à l'Est et à l'Ouest, les fraudes et les crimes du parti radical ont bien rapidement éveillé chez les populations le sentiment du danger, mais les ont animées d'un esprit de justice distributive envers ceux qui ont fait naître et marcher sur elles un fléau aussi funeste et aussi honteux que celui de la mauvaise administration républicaine.

L'insécurité et l'incapacité ont contribué à pervertir les affaires nationales au point que ces expressions sont devenues synonymes du parti républicain. L'Oregon a répondu au Connecticut et New-York a déclaré par une victoire de plus de 10,000 voix de majorité, haut, net, pas que le radicalisme doit être mais qu'il est renversé.

Bien que notre intention ne soit pas de nous appesantir sur les sujets de politique nationale, il peut être utile de noter les symptômes indubitables du mécontentement manifesté dans chaque section contre l'administration fédérale actuelle. Pour le peuple des Etats-Unis, centralisation est synonime de despotisme, et les pas rapides faits dans cette direction par le Congrès ont, à juste titre, alarmé le pays tout entier. Sans aucun respect pour les droits des gouvernés, des Etats ont été subjugués, la représentation au Congrès a été réduite à la voix de nouvelles écrasantes a été déshonorée; et, comme pour mettre le comble à tous ces actes d'infamie et d'usurpation, le Congrès a porté ses mains souillées jusque sur la Cour Suprême. Sous la domination du parti radical, la vénalité et la corruption sont devenues respectables, et le pillage systématique du trésor national est devenu une profession honorable : les impôts ont été accablants, arbitrairement imposés à un odieux système d'espionage odieux pour la perception ; des monopoles exorbitants ont été accordés pour écraser le travail ; et, sous le fallacieux prétexte de ordonner, les emplois du gouvernement national sont vendus au plus offrant, ou distribués conformément à un système éhonté de népotisme.

Si ces vices et d'autres semblables d'un point moins marqué amené les populations autres Etats à comprendre les dangers imminent de l'engloutir, pouvez-t-on douter que le peuple de la Louisiane ne soit sensible aux maux qui ont surgi dans son gouvernement d'Etat pendant les trois années passées du joug radical, alors que, continuent, menaçant de chasser le dernier et le capital de l'Etat et de semer la ruine dans chaque foyer ?

Ne nous contentons pas que notre dernière calamité ne fût une honte pour la civilisation et la liberté civile. Elle a foulé aux pieds toutes les lois qui sont les plus sacrées des gens honorables et elle a fait un désastre à chaque crime qu'elle aurait dû prévenir. L'ignorance, l'effronterie et le vol étaient les qualités requises pour occuper un siége sur les bancs radicaux de notre assemblée, et quand le trésor était vide, le peuple pillé et les législateurs les plus offrant pour des greenbacks, ses membres faisaient simplement avoir à la grande piastre dans laquelle ils devaient leur existence officielle.

Laissons réservé à cette adresse le perfide à votre comité d'entrer dans les détails de tous les actes infâmes passés par la législature radicale avec l'approbation de l'Exécutif. La dette publique sous le régime radical, est montée de douze à cent millions de dollars ; les taxes se sont élevées, jusqu'à 5 1/2 par cent, atteignant presque des limites de la confiscation ; on a accordé à des individus et à des compagnies des privilèges extraordinaires exclusifs en contradiction avec la liberté du travail et du capital ; des chemins de fer ont été accordés aux dépens d'un peuple à la pauvreté et à la misère, pendant que l'argent provenant de la vente des terres avait été dissipé en dépenses inutiles ou oppressifs ont été créés et des places à des vagabonds du parti radical ainsi qu'un esclavage de toutes les industries honnêtes.

Dans l'espoir de se perpétuer au pouvoir, la législature a passé les lois d'enregistrement et d'élection les plus inouïes, lois qui reçu la sanction de l'Exécutif, et qui soumettre les mesures les plus odieuses à ce qui se nomme le suffrage universel. Le parti démocrate a toujours soutenu la Constitution du pays, et, aujourd'hui comme dans le passé, il protége et défendra chaque citoyen dans le libre et complet exercice de tous les droits qui lui ne sont pas refusés. A la dernière élection à New-York, au triomphante pour la première, la seule accusation portée contre le parti a été qu'il favorisait les droits et les libertés légaux privilégiés constitutionnels. La population de cet Etat peut donc être assurée que la démocratie continuera à soutenir ces principes qui l'ont si longtemps protégée.

Dans la plus grande partie de nos maux est imputable à la dernière législature, et il est au pouvoir du peuple de remédier à la grande partie des abus par l'élection d'hommes sûrs et capables de la prochaine législature dont les membres devront être choisis le novembre prochain. Il faut que nous sauvions notre Etat d'une plus ample ruine politique et financière. A cette fin que les électeurs démocrates conservateurs nommeront leurs candidats à la législature, et qu'ils emploient tous les moyens pour assurer leur élection.

Pour la Législature, il y a à élire un Gouverneur et un Trésorier d'Etat.

Notre plateforme se résume dans les mots économie et de réforme. Nous voulons débarrasser l'Etat de son énorme dette, diminuer les taxes, faire reconnaître les dettes, faire renaître la confiance, encourager l'accord du capital et du travail entre l'homme de couleur et le planteur, entre le planteur et le négociant ; encourager l'immigration et développer nos immenses ressources agricoles de la Louisiane. A cet effet, nous demandons à chaque génération de tous les bons citoyens, quelque nom qu'ils s'associent. Nous ne pouvons obtenir un grand triomphe.

Le Républicain engage à produit des noms assez qui le soudoiement ; ses jeunes et corrupteurs dans notre Etat. Un parti placés pendant tout le temps de la corruption, qui cherche à remettre au pouvoir des hommes qui se sont souvent une infamie notoire, ne peut donc pas offrir à des hommes libres et honnêtes de grands motifs d'espérance. Il